

Allocations familiales : Ecolo met la pression sur la majorité

BRUXELLES Faute d'accord politique, les verts s'impatientent

On le sait, le dossier des allocations familiales patine à Bruxelles. Alors que la Flandre, la Wallonie et la Communauté germanophone ont déjà choisi le modèle qu'elles vont mettre en place, il n'y a toujours pas de fumée blanche à la capitale. De grosses crispations sont apparues sur fond de crise politique, notamment entre le PS et le CDH. Certaines sources en viennent même à envisager qu'un accord n'intervienne pas d'ici la fin de la législature.

Ces sons de cloche inquiètent beaucoup le député Ecolo Alain Maron, qui veut aujourd'hui tirer la sonnette d'alarme. *« Il y a un risque qu'il n'y ait pas de nouveau modèle bruxellois. Si cela se confirme, c'est complètement dingue ! Ce scénario est pour nous impossible. Nous ne pouvons pas imaginer que les enfants bruxellois soient pris en otage par la crise politique. On a déjà des doutes sur le simple accueil des compétences fédérales, car la Région a pris du retard dans la création de l'organisme d'intérêt public qui doit s'occuper de cela. »*

Le risque d'affaiblir la Région bruxelloise

Autre conséquence potentielle d'une absence de compromis : l'affaiblissement de la Région

bruxelloise. *« Nous ne pouvons pas être la seule institution qui n'est pas fichue de se mettre d'accord, fulmine le député. On ne peut pas donner raison à tous ceux qui disent que la Région ne sait pas se gérer. On s'est battu pour que la Cocom (commission communautaire commune, l'institution qui est le réceptacle des allocations familiales à Bruxelles, NDLR) obtienne cette compétence. Quel message va-t-on envoyer si on n'a pas d'accord ? »*

Aux yeux d'Alain Maron, il est temps de *« siffler la fin de la récréation »* et d'élaborer un timing précis pour aboutir dans cette réforme : *« Au gouvernement, et si ce n'est pas possible, au parlement. »* Cette deuxième option ouvrirait, *de facto*, la porte à une majorité alternative. On sait que le CDH n'en veut pas (cela a d'ailleurs été une condition posée par le parti durant le vote de confiance au gouvernement bruxellois la semaine passée). Mais, ne voyant rien venir, le député s'impatiente : il estime que le dossier doit atterrir dans les six prochains mois.

Sur le fond, Ecolo se dit prêt à prendre ses responsabilités si le projet de réforme se retrouve au parlement bruxellois. Mais seulement si le modèle correspond à ses attentes, ce qui n'est pas le cas

si l'on se fie aux fuites récentes dans *La Libre*. On partirait sur un montant de base de 140 euros, qui passerait à 150 à 12 ans et à 160 à 18 ans si l'enfant entreprend des études supérieures. Pour les suppléments sociaux, deux catégories de revenus sont prévues (moins de 31.000 euros et entre 31.000 et 45.000 euros) : pour Ecolo, cela pose des problèmes pour les familles qui sont juste en dessous du seuil. Alain Maron préconise davantage de lissage selon les revenus.

Il regrette également « *certain relents de politique nataliste* » : en effet, les suppléments sociaux sont plus élevés pour les familles avec plus de trois enfants (une famille avec des bas revenus recevrait 70 euros en plus pour le troisième enfant par rapport au premier).

Renseignements pris, le MR ne soutient pas non plus la proposition en l'état. Par contre, les libéraux se disent également prêts à voter un texte au parlement si cela permet de faire avancer le dossier. « *À condition d'être consultés et à condition que le texte rejoigne nos préoccupations, notamment le fait qu'un enfant doit être égal à un enfant* », souligne la députée Viviane Teitelbaum. Les libéraux sont globalement plus proches de la position du CDH, car ils ont quelques inquiétudes sur la continuité de paiement si on fait basculer tous les enfants dans le nouveau système (ce que veulent PS et Défi mais pas le CDH) et préfèrent un montant de base qui ne soit pas trop bas. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
(avec Ma. D.)